

Les réfugiés : un problème brûlant

Partage international n° 76 - Décembre 1994

par Patricia Pitchon

En cette époque de récession économique, un nouveau malaise touche nombre de pays : il est lié aux immigrants clandestins et aux réfugiés, et contribue à une montée du racisme et de la xénophobie. La volonté de limiter les mouvements des personnes déplacées par la guerre, par la famine, et par les catastrophes économiques et écologiques conduit à des réglementations toujours plus restrictives. Actuellement, les personnes fuyant leur pays en raison de persécutions raciales, religieuses ou politiques, peuvent trouver asile en Occident, mais beaucoup d'autres types de réfugiés se voient privés de cette possibilité par des restrictions qui s'opposent à nos idées sur les droits de l'homme.

Si le fossé entre les droits considérés comme normaux et la législation s'élargit trop, nous engendrerons un cynisme politique qui affaiblira non seulement le principe même des droits de l'homme, mais encore la relation entre les citoyens et les Etats.

Les restrictions à l'immigration

Voici trois exemples types reflétant les dures réalités auxquelles les organisations humanitaires sont confrontées :

Un jeune homme d'origine mixte serbo-croate refuse la conscription militaire en ex-Yougoslavie; il est choqué par la sauvagerie et l'intolérance ethnique qui ont été suscitées, et ne peut se résigner à tuer soit des Serbes soit des Croates. Après maints dangers et maintes souffrances, il parvient à gagner la Grande-Bretagne mais il y découvre que, d'après la loi anglaise, on ne peut lui accorder le droit d'asile, pour un simple refus de la conscription. Le côté ironique de l'affaire est que les pays qui se disent parmi les plus civilisées, et les plus opposés aux idéologies extrémistes, n'offrent aucune protection dans de telles circonstances. Ce jeune homme devra prouver qu'il a été persécuté en tant que Serbo-Croate, ce qui ne correspond pas forcément à la réalité.

Un couple originaire d'un pays africain, sans cesse dévasté par des famines engendrées par la guerre, parvient à gagner un pays européen où un parent, dissident politique bien connu, bénéficie d'un statut de réfugié. Sa demande d'asile échoue parce que ce membre de leur famille n'est pas un « parent direct » selon les normes de la famille occidentale et que ce couple n'a pas été persécuté pour ses opinions politiques. Selon la législation occidentale actuelle, le fait de fuir la famine n'est pas une raison suffisante pour bénéficier du droit d'asile. Au lieu d'être reconnus pour leur courage et leur détermination à survivre, ils se retrouvent assimilés, non pas à des réfugiés, mais à des « migrants économiques », terme qui devient péjoratif. Se rendre à l'étranger en quête d'une vie meilleure n'est plus digne d'admiration, même si cela traduit l'écart existant entre famine et survie.

Ebranlés par la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, des parents, dont le jeune fils souffre, depuis l'accident, de mystérieuses allergies et de troubles respiratoires, cherchent refuge dans une autre partie de l'ex-Union soviétique. Mais ils s'y heurtent à des dissensions grandissantes entre divers groupes ethniques et doivent décider de partir, malgré leur manque d'argent. Finalement, le père obtient un visa pour rendre visite à des amis aux Etats-Unis, tandis que la mère et l'enfant en obtiennent un pour rendre visite à un parent habitant les Pays-Bas. Si la mère et l'enfant demandent asile aux Pays-Bas, le mari ne pourra pas les rejoindre avant plusieurs années; si le mari demande asile aux Etats-Unis, la mère et l'enfant ne pourront ni le voir ni le rejoindre avant au moins deux ans, car à l'heure actuelle, les gouvernements de ces deux pays veulent que les familles en détresse se déplacent ensemble vers un même lieu d'accueil, comme si les catastrophes, les guerres, les faillites sociales et les rigueurs économiques ne faisaient pas partie de la vie des personnes démunies.

Dans le monde entier, d'innombrables familles sont séparées durant des années par la stupidité bureaucratique. Les réfugiés sont vulnérables à tous égards, ils souffrent de forte anxiété et sont confrontés à d'énormes défis pour s'adapter à des cultures, des langues et des valeurs différentes. La perte du soutien d'un membre essentiel de la famille, pendant de nombreuses années, affaiblit l'unité familiale et provoque des effets préjudiciables durables sur les enfants. La mise en place d'un

processus accéléré de regroupement des familles ne dépasse pourtant pas les capacités de gouvernements occidentaux. Partout, la tendance de la législation actuelle tend à « décourager » l'émigration. Néanmoins les individus fuyant les catastrophes n'ont pas ces considérations en tête et sont généralement d'une ignorance absolue sur le maquis de la législation et des différents critères qui s'appliqueront à eux, selon leur lieu de destination.

Un rapport du haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCNUR), estimait le nombre des réfugiés dans le monde à 18 millions, au début de l'an dernier. Mais ce chiffre est incontestablement plus élevé si l'on tient compte des personnes déplacées.

Changer le processus de l'aide

On estime qu'au Cambodge, il pourrait y avoir davantage de mines enfouies que d'habitants. Cette situation a conduit l'HCNUR à préconiser une définition plus vaste des « personnes dans le besoin », ainsi qu'un mandat élargi pour les protéger.

On s'aperçoit également que l'assistance visant une catégorie restreinte d'individus peut entraîner des inégalités : dans de nombreuses régions, la réalité sur le terrain montre que des personnes déplacées intérieurement, des résidents locaux qui ne se sont jamais déplacés, mais qui ont souffert des mêmes causes que celles qui en ont chassé d'autres, des militaires démobilisés et sans le sou ainsi que leur famille, ont autant besoin d'aide que ceux définis actuellement comme « réfugiés ». Il conviendrait donc de définir des programmes bénéficiant à l'ensemble de la communauté ; ils favoriseraient l'établissement des liens nécessaires entre les divers groupes d'individus et serviraient à reconstituer le tissu social.

D'autre part, les organisations humanitaires se voient attribuées des tâches énormes, et les ressources allouées par les gouvernements donateurs les plus riches, devraient être beaucoup plus importantes, si l'on veut que la stabilité du monde — objectif prioritaire des gouvernements occidentaux — ait quelque chance de survenir.

Dans un rapport incisif, l'organisation humanitaire *Médecins sans frontières* examine des cas où les Nations unies ont reçu un mandat, sans que la mise en œuvre et le financement ne soient prévus. Il est notamment fait état de politiciens promettant des sommes mirifiques, lors de diverses conférences, et à grand renfort de publicité, se soldant en pratique par une aide nettement insuffisante, distribuée au

compte-goutte.

Dans le cas du Cambodge, des pays donateurs s'étaient engagés, lors de la conférence de Tokyo en juin 1992, à verser 810 millions de dollars pour la reconstruction du pays. Un an plus tard, seulement 2,3 % des fonds destinés à l'infrastructure et 13 % de ceux destinés aux projets concernant la santé ont été versés. L'Autorité transitoire des Nations unies au Cambodge a bien permis au peuple de voter — exploit significatif — mais en pratique, une partie du pays est toujours dominée par les Khmers rouges et le reste par les trois autres factions constituant le Conseil national suprême.

Les leçons du Soudan

Aucun pays d'Afrique ne présente un terrain d'expérimentation aussi douloureux en matière de volonté politique internationale et d'objectifs humanitaires que le Soudan. L'interminable guerre civile entre le Nord musulman et le Sud chrétien constitue un catalogue de cruautés et d'horreurs ; le gouvernement nordiste n'est pas représentatif de la majorité des musulmans soudanais qui, traditionnellement, n'étaient ni intégristes ni fanatiques. L'appartenance à l'Islam des chefs militaires a conduit à la tentative d'imposer la loi de la charia à tout le Soudan, et par la suite à la révolte des populations du Sud. L'Armée de libération du peuple du Sud-Soudan s'est scindée en deux factions et durant les années 1992-1993, a été la principale cause de la mort de civils. La manipulation permanente de l'aide alimentaire (favorisant les combattants et oubliant les civils), dans tous les camps, a été tragiquement compliquée par le brutal retour forcé des personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui avaient fui les combats dans le sud et s'étaient établis dans les faubourgs de la capitale Khartoum. Le gouvernement du Nord a rasé les maisons d'environ 700 000 personnes et les a forcées à s'établir dans des « villages de paix » éloignés de la ville, sans logements ni services. Le gouvernement a dupé les Nations unies au cours de négociations stériles, en faisant d'infimes concessions de-ci de-là.

Le gouvernement nordiste a également mené une guerre brutale contre les Nubas dans les montagnes du nord du Soudan. Ce sont des tribus non-musulmanes et non arabes, qui pratiquent les religions traditionnelles ou le christianisme. Près de 100 000 Nubas ont été rassemblés sous surveillance militaire, dans des camps où règnent la famine et la maladie. Le silence de la communauté internationale enhardit ceux qui n'ont aucun respect des droits de l'homme, à commettre d'autres atrocités.

Pourtant, les terribles famines engendrées par cette guerre avaient suscitées une réaction internationale couronnée de succès, illustrant l'utilité de la fermeté, de la coordination et des objectifs clairs. Ce fut « l'opération *Lifeline* » (ligne de vie) qui a permis initialement de fournir une assistance à travers les lignes, allant des zones occupées par le gouvernement jusqu'à celles contrôlées par les rebelles et *vice-versa*, le long de « couloirs de tranquillité » où toute action militaire était interdite. Cela avait été rendu possible grâce à une action coordonnée entre l'ONU et les organisations non-gouvernementales. Cette solution inédite et courageuse était venue à bout de la famine.

L'opération ligne de vie était, de l'avis de nombreuses organisations, un succès et les pourparlers de paix entre les camps opposés avaient conduit, à cette époque, à un cessez-le-feu permettant à la population de retourner cultiver ses champs, recommencer à élever du bétail et reprendre des activités commerciales. Ce renouveau économique avait apporté beaucoup plus que le programme d'assistance lui-même. Malheureusement les phases ultérieures de l'opération ligne de vie n'ont pas permis d'endiguer la famine qui a accompagné la reprise des combats.

Si notre monde n'est pas destiné à dégénérer en

poches de prospérités isolées et fortifiées, entourées de vastes paysages de désolation (reflets planétaires de ce qui se passe d'ores et déjà dans certaines villes occidentales), alors il nous faut affronter résolument les fauteurs de guerre et entreprendre les tâches de sauvetage et de réadaptation.

[Références : *Life, Death and Aid* (Vie, mort et assistance), rapport de Médecins sans frontières, Routledge, 1993 ; *The State of the World's Refugees* (L'état des réfugiés dans le monde), UNHCR, Penguin, 1993 ; *Geography and Refugees* (La géographie et les réfugiés), ed. Richard Black et Vaughan Robinson, Belhaven Press, Londres et New York, 1993.]

Auteur : Patricia Pitchon, autrefois journaliste au quotidien colombien *El Tiempo*. Aujourd'hui basée à Londres, elle est journaliste indépendante. Également psychothérapeute, elle travaille avec les réfugiés.

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Regard sur le monde](#) (Dans cette rubrique, Partage international met en lumière certains problèmes urgents qui nécessitent une nouvelle approche et des solutions durables.)